

JF/EP N° 110772

Contacts IFOP : Jérôme Fourquet / Esteban Pratviel

Tél : 01 45 84 14 44

jerome.fourquet@ifop.com



pour



Les Français et le choc de compétitivité

Résultats partiels

Octobre 2012

Sommaire

- 1 - La méthodologie	1
- 2 - Les principaux enseignements	4
- 3 - Les résultats de l'étude.....	6
L'approbation d'une hausse de la CSG pour compenser la baisse des charges patronales ..	7
- 4 - Annexe	9
L'approbation de la mise en place d'une TVA sociale	10

- 1 -

La méthodologie

Méthodologie

Ce document présente les résultats d'une étude réalisée par l'Ifop. Elle respecte fidèlement les principes scientifiques et déontologiques de l'enquête par sondage. Les enseignements qu'elle indique reflètent un état de l'opinion à l'instant de sa réalisation et non pas une prédiction.

Aucune publication totale ou partielle ne peut être faite sans l'accord exprès de l'Ifop.

Retrouvez les sondages et analyses de l'Ifop sur



www.ifop.com



Alertes d'actualité



Facebook



Twitter



iPhone et iPad

Etude réalisée par l'Ifop pour :	Sud Ouest Dimanche
Echantillon	Echantillon de 1004 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne interrogée) après stratification par région et catégorie d'agglomération.
Mode de recueil	Les interviews ont eu lieu par téléphone.
Dates de terrain	Du 4 au 5 octobre 2012

PRÉCISION RELATIVE AUX MARGES D'ERREUR

La théorie statistique permet de mesurer l'incertitude à attacher à chaque résultat d'une enquête. Cette incertitude s'exprime par un intervalle de confiance situé de part et d'autre de la valeur observée et dans lequel la vraie valeur a une probabilité déterminée de se trouver. Cette incertitude, communément appelée « marge d'erreur », varie en fonction de la taille de l'échantillon et du pourcentage observé comme le montre le tableau ci-dessous :

INTERVALLE DE CONFIANCE A 95% DE CHANCE

Et si l'effectif est...	Si le pourcentage trouvé est...					
	5 ou 95%	10 ou 90%	20 ou 80%	30 ou 70%	40 ou 60%	50%
50	6,2	8,5	11,3	13,0	13,9	14,1
100	4,4	6,0	8,0	9,2	9,8	10,0
200	3,1	4,2	5,7	6,5	6,9	7,1
250	2,8	3,8	5,1	5,8	6,2	6,3
300	2,5	3,5	4,6	5,3	5,7	5,8
350	2,3	3,2	4,3	4,9	5,2	5,3
400	2,2	3,0	4,0	4,6	4,9	5,0
450	2,1	2,8	3,8	4,3	4,6	4,7
500	1,9	2,7	3,6	4,1	4,4	4,5
600	1,8	2,4	3,3	3,7	4,0	4,1
700	1,6	2,3	3,0	3,5	3,7	3,8
800	1,5	2,1	2,8	3,2	3,5	3,5
900	1,4	2,0	2,6	3,0	3,2	3,3
1000	1,4	1,8	2,5	2,8	3,0	3,1
2000	1,0	1,3	1,8	2,1	2,2	2,2
4000	0,7	0,9	1,3	1,5	1,6	1,6
6000	0,6	0,8	1,1	1,3	1,4	1,4
10000	0,4	0,6	0,8	0,9	0,9	1,0

Exemple de lecture du tableau : dans le cas d'un échantillon de **1000** personnes, si le pourcentage mesuré est de **10%**, la marge d'erreur est égale à **1,8**. Le vrai pourcentage est donc compris entre 8,2% et 11,8%.

- 2 -

Les principaux enseignements

Alors que certaines sources ont fait état de réflexions au niveau gouvernemental autour de mesures pouvant créer un « choc de compétitivité », la mise en place d'un tel dispositif se heurterait aujourd'hui à un puissant rejet dans l'opinion publique.

Seuls 29 % des Français seraient ainsi favorables à une hausse de la CSG qui viendrait compenser la baisse des charges patronales payées sur les salaires. Si différents responsables politiques et experts s'accordent aujourd'hui sur la nécessité de diminuer le coût du travail en France, l'acceptabilité du fameux choc de compétitivité, appelé de ses vœux par Louis Gallois, est très faible dans l'opinion. Il est d'ailleurs intéressant de constater que le niveau d'adhésion à ce projet est proche de celui que l'Ifop avait mesuré concernant la TVA sociale. Ce projet, qui avait également pour but de permettre une baisse du coût du travail compensée par une hausse des prélèvements des ménages mais via la TVA et non pas la CSG, n'était lui aussi soutenu à l'époque que par une faible minorité de Français (32 % en janvier 2012).

Si au global, le niveau d'adhésion est donc proche et le rejet du principe d'un transfert d'une partie du financement de la protection sociale est toujours aussi massif, il convient de souligner que la nature des soutiens politiques s'est inversée. Les réflexes partisans structurent en effet les positions : quand 69 % des sympathisants de l'UMP étaient favorables au projet de TVA sociale porté par Nicolas Sarkozy en janvier dernier, ils ne sont plus aujourd'hui que 21 % à approuver une éventuelle hausse de la CSG pour compenser la baisse des charges patronales. Cette mesure est à l'inverse maintenant soutenue par 42 % des proches du PS alors qu'ils n'étaient que 16 % à être favorables à la TVA sociale.

Mais alors que le précédent gouvernement pouvait se prévaloir du soutien de son électorat sur son projet, le gouvernement ne peut pas compter aujourd'hui sur l'adhésion de l'électorat de gauche qui est opposé à 62 % à cette mesure, l'opposition étant plus marquée encore dans les rangs d'Europe-Ecologie les Verts (68 %).

Sociologiquement parlant, toutes les catégories sont majoritairement réfractaires à cette hausse de la CSG pour compenser la baisse des charges patronales mais le rejet est plus marqué parmi les ouvriers (77 % d'opposés) que parmi les cadres supérieurs et les professions libérales (61 %).

- 3 -

Les résultats de l'étude

L'approbation d'une hausse de la CSG pour compenser la baisse des charges patronales

Question : Dans le but de favoriser l'emploi et la compétitivité des entreprises françaises et de baisser le coût du travail, le gouvernement envisage de diminuer progressivement au cours des prochaines années les charges sur les salaires payées par les entreprises, cette baisse serait compensée par une hausse de la CSG payée par les Français sur leurs salaires, leurs retraites et leurs revenus financiers.

Personnellement seriez-vous favorable ou opposé à ce projet ?

	Ensemble des Français (%)	PROXIMITE POLITIQUE		
		Sympathisants de gauche (%)	Sympathisants de l'UMP (%)	Sympathisants du FN (%)
TOTAL Favorable	29	37	21	19
• Tout à fait favorable	5	5	4	4
• Plutôt favorable	24	32	17	15
TOTAL Opposé	70	62	78	81
• Plutôt opposé	34	37	33	22
• Tout à fait opposé	36	25	45	59
- Ne se prononcent pas	1	1	1	-
TOTAL.....	100	100	100	100

L'approbation d'une hausse de la CSG pour compenser la baisse des charges patronales

	TOTAL Favorable	Tout à fait favorable	Plutôt favorable	TOTAL Opposé	Plutôt opposé	Tout à fait opposé	Nsp
	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)
ENSEMBLE	29	5	24	70	34	36	1
SEXE DE L'INTERVIEWE(E)							
Homme	32	6	26	68	29	39	-
Femme	26	3	23	73	39	34	1
AGE DE L'INTERVIEWE(E)							
Moins de 35 ans							
18 à 24 ans	38	2	36	61	37	24	1
25 à 34 ans	30	7	23	70	38	32	-
35 ans et plus							
35 à 49 ans	27	4	23	72	32	40	1
50 à 64 ans	26	3	23	74	30	44	-
65 ans et plus	26	5	21	74	30	44	-
65 ans et plus	30	5	25	68	39	29	2
PROFESSION DE L'INTERVIEWE(E)							
ACTIF							
CSP+							
Artisan ou commerçant (*)	42	11	31	58	19	39	-
Profession libérale, cadre supérieur	38	5	33	61	27	34	1
Profession intermédiaire							
CSP-							
Employé	22	3	19	78	38	40	-
Ouvrier	25	5	20	75	33	42	-
Employé	28	7	21	71	37	34	1
Ouvrier	23	3	20	77	26	51	-
INACTIF							
Retraité	31	4	27	68	36	32	1
Autre inactif	30	5	25	69	34	35	1
Autre inactif	33	3	30	65	40	25	2
STATUT DE L'INTERVIEWE(E)							
Salarié du secteur privé	29	5	24	71	31	40	-
Salarié du secteur public	26	4	22	73	33	40	1
Indépendant sans salarié / Employeur	31	9	22	69	33	36	-
REGION							
Région parisienne	30	5	25	69	34	35	1
Province							
Nord est	28	4	24	71	34	37	1
Nord ouest	26	4	22	73	34	39	1
Sud ouest	29	5	24	71	38	33	-
Sud est	28	2	26	71	30	41	1
Sud est	31	6	25	69	32	37	-
CATEGORIE D'AGGLOMERATION							
Communes rurales	29	5	24	71	36	35	-
Communes urbaines de province	28	4	24	71	34	37	1
Agglomération parisienne	32	6	26	67	31	36	1
PROXIMITE POLITIQUE							
Gauche							
LO / NPA (*)	37	5	32	62	37	25	1
LO / NPA (*)	25	2	23	75	37	38	-
Front de Gauche	32	4	28	66	34	32	2
Parti Socialiste	42	5	37	57	36	21	1
Europe Ecologie / Les Verts	31	12	19	68	46	22	1
Modem							
Droite							
UDI (*)	42	8	34	58	34	24	-
UDI (*)	22	4	18	78	30	48	-
UDI (*)	21	6	15	79	43	36	-
UMP	21	4	17	78	33	45	1
UMP	19	4	15	81	22	59	-
Front National	19	4	15	81	22	59	-
Aucune formation politique (réponse non suggérée)	19	1	18	80	36	44	1
VOTE A LA PRESIDENTIELLE 2012 (1er tour)							
Jean-Luc Mélenchon	30	2	28	68	38	30	2
Jean-Luc Mélenchon	45	6	39	54	35	19	1
François Hollande	43	8	35	57	31	26	-
François Hollande	23	4	19	76	37	39	1
Nicolas Sarkozy	21	7	14	78	20	58	1
Marine Le Pen	21	7	14	78	20	58	1

(*) Effectifs inférieurs à 40 individus : ces résultats sont à interpréter avec prudence en raison de la faiblesse des effectifs

- 4 -

Annexe

L'approbation de la mise en place d'une TVA sociale

Question : Dans le but de favoriser l'emploi et de limiter les délocalisations, certaines personnalités proposent de mettre en place une TVA sociale, qui consisterait à ce que l'Etat baisse les charges sur les salaires pesant sur les entreprises, et ceci en contrepartie d'une augmentation de la TVA sur l'ensemble de la consommation des ménages français.
Personnellement accepteriez-vous ce principe ?

	Rappel Mars 2007 (%)	Rappel Juillet 2007 (%)	Rappel Octobre 2011 ¹ (%)	Ensemble Janvier 2012 ² (%)
TOTAL Oui	33	41	36	32
• Oui, tout à fait	11	15	11	11
• Oui, plutôt	21	26	25	21
TOTAL Non	67	58	64	68
• Non, plutôt pas	29	25	36	30
• Non, pas du tout	38	33	28	38
- Ne se prononcent pas ...	-	1	-	-
TOTAL.....	100	100	100	100

¹ Sondage Ifop pour L'Usine Nouvelle réalisé par questionnaire auto-administré en ligne du 18 au 20 octobre 2011 auprès d'un échantillon de 1028 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

² Sondage Ifop pour Atlantico.fr réalisé par questionnaire auto-administré en ligne du 4 au 6 janvier 2012 auprès d'un échantillon de 982 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

L'approbation de la mise en place d'une TVA sociale

Question : Dans le but de favoriser l'emploi et de limiter les délocalisations, certaines personnalités proposent de mettre en place une TVA sociale, qui consisterait à ce que l'Etat baisse les charges sur les salaires pesant sur les entreprises, et ceci en contrepartie d'une augmentation de la TVA sur l'ensemble de la consommation des ménages français.
Personnellement accepteriez-vous ce principe ?

	Ensemble des Français		PROXIMITE PARTISANE					
			Sympathisants de gauche		Sympathisants de l'UMP		Sympathisants du FN	
	Octobre 2011 (%)	Janvier 2012 (%)	Octobre 2011 (%)	Janvier 2012 (%)	Octobre 2011 (%)	Janvier 2012 (%)	Octobre 2011 (%)	Janvier 2012 (%)
TOTAL Oui	36	32	31	17	51	69	25	28
• Oui, tout à fait	11	11	10	5	18	31	12	11
• Oui, plutôt	25	21	21	12	33	38	13	17
TOTAL Non	64	68	69	83	49	31	75	72
• Non, plutôt pas	36	30	37	34	36	23	24	19
• Non, pas du tout ..	26	38	32	49	13	8	51	53
TOTAL	100	100	100	100	100	100	100	100